

Royaume-Uni : sous les élections, le Brexit

Category: Europe

écrit par Pacco | 7 décembre 2019

Après bien des péripéties parlementaires engendrées par le Brexit, Boris Johnson a fini par obtenir la tenue d'élections générales anticipées, avec l'objectif non dissimulé de pouvoir ensuite disposer d'une majorité solide, composée de députés du Parti conservateur acquis à sa conception radicale de la sortie de l'Union européenne. A quelques jours du scrutin, la principale question posée aux forces politiques comme aux commentateurs est de savoir dans quelle mesure la question du Brexit va polariser le vote après avoir, depuis des mois, phagocyté l'essentiel du débat politique.

La gauche radicale elle-même est partagée et les propositions ou les « conseils » qu'elle adresse à Jeremy Corbyn sont pour le moins contradictoires. Pour autant, il s'agit d'un débat tout à fait important dont il est bon d'aller à la source. C'est pourquoi cet article tente de présenter ces analyses et ce débat, à partir de références à deux articles récents publiés par deux sites de la gauche radicale britannique, Counterfire (1) et Socialist Resistance (2) qui présentent deux points de vue argumentés.

Pour l'heure, la plupart des sondages pronostiquent la réussite du pari de Boris Johnson. D'autant que Nigel Farage, le leader incontesté du « Parti du Brexit », a décidé que sa formation politique ne présenterait pas de candidat concurrent dans les circonscriptions où le député sortant est un conservateur pro-Brexit (3). A l'inverse, le Parti du Brexit se présente là où le sortant est travailliste. Bien souvent, il s'agit de circonscriptions populaires où le vote en faveur du Brexit a été majoritaire lors du référendum de 2016 ; le Parti du Brexit estime être mieux à même que le candidat conservateur de passer devant le député travailliste auprès

des électeurs traditionnellement travaillistes mais troublés par la position... trouble du Parti travailliste sur le Brexit. Car pour la classe politique britannique (y compris pour les courants les plus blairistes du Parti travailliste) l'un des enjeux majeurs de ce scrutin – mais pas le plus médiatisé – est d'imposer une défaite électorale cuisante à Jeremy Corbyn qui incarne une orientation plus à gauche du Parti travailliste. Pour y parvenir, les attaques n'ont pas manqué. Ainsi, de manière très opportune en pleine période électorale, plusieurs tribunes et déclarations – dont celles d'autorités religieuses juives – ont relancé contre Jeremy Corbyn les accusations infondées d'ambiguïté vis-à-vis de dérives antisémites au sein du Parti travailliste, dérives dont l'existence même est sujet à controverses.

Naturellement, les Conservateurs ont également lancé une offensive pour dénoncer le coût exorbitant qui serait celui de la mise en œuvre du programme travailliste. Ainsi Lindsey German dans sa chronique (4) sur le site Counterfire relève bien « l'insistance mise à proclamer que les propositions politiques avancées par le Parti travailliste conduiront à d'énormes hausses des impôts, une affirmation qui, autant que j'ai pu le constater, n'est fondée sur le préjugé selon lequel ...c'est toujours cela qui s'est produit ».

Le fait est qu'aussi bien la dernière conférence nationale du Parti travailliste que le Manifeste électoral qui en est sorti ont mis en avant des propositions authentiquement de gauche, qu'il s'agisse de la neutralité carbone, de l'augmentation des salaires, de la défense des services publics (notamment le NHS, le système de santé). Le Parti travailliste a également ouvert la perspective de la semaine de travail de 32 heures. Pire que tout pour la classe politique traditionnelle et les médias mainstream : il prévoit explicitement un processus de renationalisation de certains secteurs d'activité, à commencer par la Poste et les chemins de fer. A défaut d'assurer la victoire à coup sûr, un tel programme a au moins l'avantage de mobiliser les militants de gauche et de revitaliser le clivage entre la gauche et la droite, entre Travaillistes et

Conservateurs.

Reste que l'élection risque de ne pas se jouer sur la question sociale et les clivages de classe, mais sur le Brexit. Il est sûr que sur ce thème, l'actuel Premier ministre part avec une longueur d'avance due à la simplicité du message : le peuple a voté pour le Brexit et moi, Boris Johnson, je vais appliquer le mandat du peuple et réaliser le Brexit. Malgré la bureaucratie de Bruxelles, malgré cette partie de l'establishment conservateur qui ne comprend pas le peuple, malgré les formations politiques – comme les Libéraux Démocrates, ou le Parti national écossais – qui ont combattu le Brexit, ont été désavouées par le suffrage universel, ont refusé de voter les premiers accords négociés par Theresa May et, veulent, en réalité remettre en cause le Brexit et le vote du peuple. Et, bien sûr, contre le Parti travailliste qui propose un second référendum que, par ailleurs, refuse une grande partie de sa base électorale.

C'est exactement le risque pointe Lindsey German dans l'article du site Counterfire déjà cité : « La décision du Parti travailliste d'abandonner sa position populaire sur le Brexit et de se positionner en faveur d'un second référendum fait de façon évidente des dégâts parmi les électeurs des circonscriptions où il y a eu un fort vote en faveur du Brexit ». Elle rappelle également « le sondage YouGov qui prédit la perte de dizaines de sièges travaillistes et une majorité pour le Parti conservateur ». Mais, le site Socialist Resistance – qui, lui, est favorable au Remain et à la tenue d'un second référendum – souligne les mêmes données : « On estime que dans les régions où entre 3 à 4 millions de soutiens du Parti travailliste ont voté en faveur de la sortie de l'UE, cela constitue 30% de l'électorat travailliste. Ces données semblent montrer que, probablement, 148 circonscriptions qui votent travailliste ont voté pour le Brexit alors que, probablement, 84 circonscriptions ont voté pour le maintien dans l'UE ».

On se souvient qu'en 2016 le Parti travailliste – y compris son leader – s'était prononcé contre le Brexit. Il avait

cependant été beaucoup reproché à Jeremy Corbyn – notamment par les milieux d'affaires et la droite du Parti travailliste – d'avoir alors fait vraiment le service minimum... De fait, le Parti travailliste et, plus généralement, ses militants et ses électeurs sont divisés sur le sujet. De façon pertinente, Costas Lapavitsas (5) résume ainsi ces divisions : « Le Labour a une direction de gauche majoritairement opposée à l'UE, une base militante fortement en faveur du « Remain and Reform », et un électorat principalement basé dans des circonscriptions ayant voté pour le Leave. La majorité des députés du Labour sont en faveur du « Remain and Reform », mais les deux-tiers ont été élus dans des circonscriptions ayant voté pour le Leave ». On comprend donc que Jeremy Corbyn ait veillé à maintenir une position particulièrement prudente sur le sujet, avant comme après le référendum.

Du coup sa position actuelle est dénoncée comme floue, aussi bien par les Brexiteurs que par les Remainers. Le Manifeste électoral travailliste la précise pourtant en ces termes : « Le Parti travailliste donnera le dernier mot au Peuple. Moins de trois mois après son arrivée au pouvoir, un gouvernement travailliste obtiendra un accord équitable. Et, dans un délai inférieur à six mois, nous soumettrons cet accord à un vote du peuple, en y incluant l'option du maintien dans l'UE. Un gouvernement travailliste mettra en œuvre exactement ce que le peuple aura décidé ». A quoi s'ajoute l'engagement spécifique de « neutralité » de Jeremy Corbyn. Comme le rapporte Andy Stowe sur le site Socialist Resistance, « La position de Jeremy Corbyn est qu'en tant que chef d'un gouvernement qui s'est engagé à donner aux électeurs un second référendum, il restera neutre et ne favorisera ni l'option en faveur de la sortie de l'UE ni celle en faveur du maintien dans l'UE, dans la mesure où il pourrait être amené à mettre en œuvre l'une comme l'autre ».

Pour l'auteur de ce point de vue – significativement intitulé « Jeremy Corbyn a raison d'être neutre sur le Brexit » (6) – c'est le bon positionnement puisqu'il tient compte tout à la fois de la majorité (sans doute les deux tiers) des électeurs

travailleuses qui ont voté pour rester dans l'Union européenne, mais aussi les 30% de ces électeurs qui, dans les secteurs souvent parmi les plus paupérisés, ont voté pour le Brexit. Comme le remarque Andy Stowe, « beaucoup des partisans du Brexit dans ces circonscriptions sont sans doute des racistes, des Conservateurs ou des soutiens de l'UKIP ; mais cela laisse quand même un nombre très significatif d'électeurs travailleuses auxquels Corbyn ne peut pas tourner le dos ».

A l'inverse, Lindsey German porte un jugement plutôt sévère sur les inflexions de la position du Parti travailliste : « La décision du Parti travailliste d'abandonner sa position populaire sur le Brexit et de se positionner en faveur d'un second référendum fait de façon évidente des dégâts parmi les électeurs des circonscriptions où il y a eu un fort vote en faveur du Brexit ».

Tous deux, en fait, cherchent à répondre à la question : que peut faire le Parti travailliste dans les quelques jours qui restent pour échapper au piège tendu par Boris Johnson et qui consiste à écarter du débat les questions sociales et à transformer les élections générales en simple confirmation du Brexit ? Là encore, on retrouve les deux orientations qui se sont disputées les faveurs de la gauche radicale.

Counterfire plaide pour que Jeremy Corbyn et le Parti travailliste axent leur campagne en direction des travailleuses Brexiteurs : « Comment le Parti travailliste peut-il s'en tirer ? D'abord en traitant la question et, si possible, en ne se vantant pas d'avoir l'intention de faire campagne en faveur du Remain comme semblent le faire de nombreux membres du shadow cabinet. Et deuxièmement en ne traitant pas ces anciens électeurs travailleuses comme un espèce de masse réactionnaire, dans une sorte de logique de guerre avec les centres urbains ». Naturellement, cette réorientation qui va de pair avec la réactivation des questions sociales et, partant, du clivage de classe : « Ces divisions de classes, le fait que Johnson veuille vendre le NHS à Trump, les inégalités qui envahissent le pays, la destruction des secteurs industriels et leur remplacement par

des jobs moches, l'état précaire des services publics : voilà les questions dont le Parti travailliste doit se saisir ». Socialist Resistance voit dans la proposition de second référendum une arme efficace, estimant que « En Angleterre et au Pays de Galles, les Remainers doivent voter travailliste. Les partisans du Brexit qui pensent que l'accord obtenu par Boris Johnson est un mauvais accord doivent aussi voter travailliste (...) Corbyn peut nous donner la chance d'avoir un second référendum, dans une situation où les gens ont vu le précipice d'une sortie sans accord et d'un Brexit conservateur et où des millions de jeunes électeurs sont maintenant inscrits sur les listes électorales ».

François Coustal

Notes

(1) Counterfire désigne à la fois un site (www.counterfire.org) et une organisation de l'extrême gauche britannique. Notamment responsable de la coalition anti-guerre, Lindsey German est l'une des principales animatrices de Counterfire. Counterfire s'est engagé en faveur du Lexit (ou Left exit). (2) Socialist Resistance est la section britannique de la Quatrième internationale. Socialist Resistance s'en prononcé en faveur du Remain et milite pour un second référendum. (3) Les élections britanniques ont lieu selon un système de circonscriptions majoritaire à un seul tour. C'est le candidat arrivé en tête qui est élu. (4) Pendant la durée de la campagne actuelle pour les élections générales, Lindsey German tient une chronique quotidienne dans laquelle elle analyse les différentes péripéties de cette campagne. Les citations sont extraites de l'article publié le 29 novembre dernier : <https://www.counterfire.org/articles/opinion/20730-who-knew-52-of-the-po...> (5) Costas Lapavitsas a été élu député pour Syriza en janvier 2015. Animateur de la gauche de Syriza, il a quitté ce parti après l'acceptation par le gouvernement Tsipras du troisième mémorandum et fondé Unité populaire. Professeur à l'Université de Londres, il est favorable au Lexit. (6) Andy Stowe, « Jeremy Corbyn a raison d'être neutre sur le Brexit ».

<http://socialistresistance.org/corbyn-is-right-to-be-neutral-on-brexit/1...>